

L'Iran sur la scène régionale

« Les Saoudiens sont majoritaires et ils le savent, raison pour laquelle ils se sentent sûrs au moment de jouer la carte sectaire. Pour les Iraniens ce serait stupide puisque, tout simplement, nous sommes minoritaires ».

ENTRETIEN avec *Nasser Hadian* par *Catalina Gómez Ángel*

Le docteur Nasser Hadian est professeur de Sciences politiques et Relations internationales de la faculté de Droit et Sciences politiques à l'Université de Téhéran, le centre universitaire le plus prestigieux d'Iran. Docteur en Sciences Politiques de l'Université américaine de Knoxville, Hadian a aussi été professeur assistant et chercheur de l'Institut d'Études du Moyen-Orient à l'Université de Columbia entre 2000-2004 et conseiller du ministère des Affaires étrangères d'Iran. En plus de participer dans différents forums internationaux, il a écrit plusieurs articles concernant la politique étrangère et de sécurité iranienne, dont « Les raisons qui montrent que l'Iran désire la paix en Syrie », publié sur *Iran premier*.

AFKAR/IDEES : *Les Saoudiens accusent l'Iran de vouloir influencer les événements au Yémen. À quel point ces affirmations sont-elles vraies ?*

NASSER HADIAN : Il y a quelque chose de vrai dans cela, mais l'on surestime la réalité de l'influence iranienne. À mon avis, le Yémen a bien plus à voir avec l'échec de la politique saoudienne qu'avec le succès de la politique iranienne, qui a simplement profité de la situation. L'Iran s'est aperçu qu'il pouvait avoir une influence au Yémen en ne dépensant que quelques millions de dollars. Voilà tout.

A/I : *Comment l'Iran exerce-t-il cette influence au Yémen ?*

N.H. : Il existe de nombreuses raisons pour expliquer le fait que les Saoudiens ont échoué dans leur tâche de consolider le Yémen comme un pays fort. Ils ont dépensé beaucoup d'argent mais ils n'ont pas réussi. Et les houthis présentaient des raisons suffisantes, de même qu'Ali Abdallah Saleh, pour profiter de ce vide. Ainsi, la situation était prête pour que l'Iran, en investissant quelques millions, puisse influencer le cours de certains événements. Mais c'est une grande erreur de penser que les houthis sont des agents d'Iran, ou qu'ils entretiennent la même relation que le Hezbollah. Tout est différent. Sa structure est différente. Pour l'expliquer d'une façon non diplomatique : le Yémen ressemble à un ring de boxe, tous ceux qui y pénètrent, doivent y rester. Il est impossible de se retirer. Si les Saoudiens ont dépensé des millions de dollars pour créer un État stable et sûr, sans succès, il n'est pas possible que l'Iran, avec bien moins de millions, puisse influencer le cours des événements. Il sait qu'il doit faire très attention. Il faut maintenir la distance. Ainsi donc, ce qui s'est passé c'est plutôt une réaction à ce que les Saoudiens n'ont pas pu faire.

A/I : *Qu'est-ce que l'Iran cherche réellement au Yémen ?*

N.H. : L'Iran cherche à résoudre le conflit de façon pacifique. Il aimerait voir que l'on arrive à une solution car il ne veut pas s'impliquer davantage. L'Iran ne dispose pas de

ressources suffisantes pour les destiner au Yémen, mais la situation l'inquiète. Si un gouvernement surgit avec suffisamment d'influence des houthis, ça suffirait pour l'Iran. Ils ne prétendent pas exclure les Saoudiens, il est clair qu'ils joueront toujours un rôle important dans le pays. Le Yémen représente leur arrière-cour, et l'Iran comprend cela.

Mais tout va dépendre de la façon dont les Saoudiens voudront jouer. Agir comme ils l'ont fait jusqu'ici et exclure l'Iran est une option. Car, d'un côté, ils disent que l'Iran a une grande influence au Yémen, mais, de l'autre, ils veulent l'exclure complètement, sans consultations. Il est impossible de réconcilier ces deux idées. Soit nous sommes importants, soit nous ne le sommes pas. Si nous sommes importants, il faut tenir compte des intérêts de l'Iran. Une issue serait de créer un gouvernement incluant toutes les forces. Mais l'Iran n'a pas la capacité pour initier ce processus, il doit partir des Saoudiens.

A/I : *Si les Saoudiens ne le font pas, qui peut initier le processus de dialogue ?*

N.H. : Les Nations unies, l'Europe ou Oman, par exemple.

A/I : *Vous dites que l'Iran a investi quelques millions de dollars pour gagner en influence au Yémen. À quoi cet argent a-t-il été destiné ?*

Le Yémen a plus à voir avec l'échec de la politique saoudienne qu'avec le succès de la politique iranienne

N.H. : Cela n'a rien à voir avec des armes, sans doute. Pour chaque yéménite, il existe quatre armes. Alors ce serait de la folie d'envoyer une aide de cette nature, puisqu'ils en ont bien assez. Certaines consultations ont pu avoir lieu, mais, en général, les Yéménites présentent leur propre structure. Pour offrir un appui pratique, bien connaître le terrain est nécessaire. Et je ne suis pas certain que l'Iran dispose de suffisamment d'information sur ce qui se passe en Irak ou en Syrie.

A/I : Un article du « *Financial Times* », publié après le début des attaques au Yémen, présentait le témoignage de personnes liées aussi bien au Hezbollah qu'aux houthis, où l'on parlait de la relation de ces deux organisations et de l'entraînement que l'on a procuré aux Yéménites, depuis 10 ans, aussi en Iran. Mais vous affirmez que cette relation n'existait pas.

N.H. : Je n'achète pas ces théories. Elles ne valent rien. Aucun genre de relation n'existait jusqu'à il y a deux ans. Je le sais. Même le Hezbollah, j'en suis sûr, ne maintenait aucun genre de relation organique avec le Yémen.

A/I : Mais le Hezbollah pourrait l'avoir inclus dans sa stratégie régionale, après le début des révolutions arabes en 2011.

N.H. : Ce pays n'entrait pas dans le radar du Hezbollah jusqu'à il y a deux ans. Ce n'est pas comme la Syrie ou l'Irak. C'est lorsque le Yémen a échoué que la relation a commencé avec l'Iran. Tout est conséquence de l'échec des Saoudiens. Et cette relation ne passe que par l'argent.

A/I : Avec le dialogue national au Yémen, les choses semblaient profiter à l'Iran. Comment expliquez-vous que les houthis aient fait pression pour prendre Sanaa ?

N.H. : Je crois qu'il s'agit d'une décision exclusive des houthis. Selon moi, l'Iran n'était jusque-là pas bien informé sur les complexités et les détails de la situation du pays. Aujourd'hui il en sait plus, mais ce n'est pas comparable à la connaissance détaillée dont il dispose sur des pays comme la Syrie, l'Irak, le Liban, l'Afghanistan et, même, le Pakistan. Le Yémen se trouve loin et nous ne disposons pas d'un accès direct. À cela s'ajoute le fait que la situation est complexe pour l'Iran. Là-bas, il n'existait aucune infrastructure en matière d'intelligence permettant d'effectuer des analyses correctes, comme c'est le cas dans d'autres pays. Nous nous sommes basés sur des informations de tierces parties, principalement sur ce que disaient les houthis.

A/I : Au vu de la réaction de l'Iran face à l'attaque au Yémen, on a l'impression que cela les a surpris.

N.H. : Je répète que le Yémen est un ring de boxe dont aucun des adversaires ne peut sortir. Celui qui entre y reste. Ainsi donc, du point de vue stratégique, les Iraniens ne doivent pas être complètement mécontents de voir les Saoudiens entrer au Yémen, même avec leurs forces terrestres. Cela peut leur sembler correct. Ils s'inquiètent de la situation humanitaire et de la souffrance des gens. Mais pour résumer, l'Iran est assez prudent au sujet du Yémen. Il désire voir un gouvernement incluant

tout le monde, mais il veut aussi tout observer d'une certaine distance.

A/I : Quel est alors le véritable objectif de l'Iran au Yémen ? Cela serait-il plutôt lié à sa dispute avec les Saoudiens ?

N.H. : Faire pression sur les Saoudiens, pour le dire simplement. Il veut disposer d'un allié sur place, les houthis, mais au sein d'un gouvernement d'inclusion. Nous ne sommes pas fous au point d'ignorer qu'il est impossible de gouverner au Yémen. Je l'explique à nouveau d'une façon nullement diplomatique : si demain ils nous disaient que le Yémen est à nous, l'Iran ne le prendrait pas. Qu'est que l'on pourrait bien en faire ? Il faut chercher un gouvernement incluant toutes les forces.

A/I : Du point de vue des Iraniens, ce mouvement des Saoudiens répond plutôt à la menace que représente l'Iran plutôt que celle des houthis.

N.H. : Au Yémen, je dirais 50-50, mais en Syrie et en Irak, je dirais 100 %. Là, tout se joue contre l'Iran.

A/I : En Iran, certains pensent que l'attaque au Yémen est une réaction à un possible accord sur le programme nucléaire iranien.

N.H. : Je ne pense pas. Le Yémen, c'est en quelque sorte l'arrière-cour des Saoudiens, alors ils ne peuvent pas fermer les yeux face à ce qui s'y passe. Mais à la vérité, les Saoudiens nous défient depuis longtemps, aussi bien à l'intérieur de l'Iran qu'en Afghanistan,

Pour nous, les ennemis ont toujours été Israël et les USA, non pas l'Arabie saoudite

au Pakistan, au Liban, en Syrie et en Irak. Mais dans aucun de ces pays, nous n'avons défié les Saoudiens. Pour nous, les ennemis ont toujours été les USA et Israël.

A/I : *Mais la situation a changé, en particulier depuis les protestations au Bahreïn.*

N.H. : Oui, elle a changé, surtout ces deux dernières années. Il y a quatre ans, j'ai exposé dans le cadre du master de relations internationales de l'Université de Téhéran, où j'enseigne, les raisons pour lesquelles l'Iran ne considérait pas l'Arabie saoudite comme une menace, malgré ses nombreux défis depuis des années. Cela n'était pas simple à comprendre, mais, en réalité, l'Iran ne l'a jamais perçu comme la principale menace. Je crois aussi que la dynamique actuelle ne s'arrêtera que si les Saoudiens comprennent le coût supplémentaire lié aux actions contre nous. Et le Yémen représente un début.

A/I : *Vous parlez de deux ans. Mais en réalité, cela fait des années que le sujet saoudien se trouve sur la scène régionale.*

N.H. : Non, l'inquiétude a toujours été les USA et Israël. Nous ne prenons jamais les Saoudiens au sérieux.

A/I : *En Iran, il existe un secteur qui assure que les actions des Saoudiens profitent aux intérêts des Américains et des Israéliens. Que pensez-vous de cela ?*

N.H. : Cela dépend. Il est vrai que les actions des Saoudiens profitent aux



Nasser Hadian pendant l'entretien. Téhéran, mai 2015./C.G.A.

USA et Israël, mais elles profitent aussi à l'Arabie saoudite. Personnellement, je pense qu'il s'agit d'une initiative indépendante. Certains politiciens iraniens, en particulier les plus radicaux, pensent le contraire. Ils argumentent que l'attaque au Yémen s'effectue dans l'intérêt des USA et d'Israël. Mais je ne le crois pas. Même si ces deux pays peuvent voir l'attaque des Saoudiens d'un bon œil. Si l'on analyse la situation dans la région, Israël en tire avantage : l'affrontement entre sunnites et chiïtes ; l'Iran entraîné en Syrie, en Irak et en Afghanistan ; la Syrie a cessé d'être une menace, de même que la Libye ; le Liban, et le Hezbollah en particulier, sont totalement engagés en Syrie ; personne ne parle du processus de paix et personne ne parle des Palestiniens. Que veulent les Israéliens de plus ? Quoi qu'il en soit, je ne crois pas qu'ils se trouvent derrière la décision des Saoudiens.

A/I : *La décision d'attaquer au Yémen arrive aussi au moment où un changement de commandement se produit dans le royaume.*

N.H. : Le leader Khamenei [actuel Guide Suprême de la Révolution] a affirmé que le roi est un roi d'une demie heure. Ici, on sait bien que le pays est entre les mains de la ligne dure, mais on perçoit aussi que cette nouvelle génération, bien plus active que la précédente en matière de politique étrangère, manque d'expérience. L'Iran sait qu'on assiste à une réorientation de la politique étrangère saoudienne, que d'une certaine façon elle s'inquiète de l'influence iranienne, mais l'Iran sait aussi que l'Arabie saoudite est un pays extrêmement fragile. Pour la simple raison que des milliers de princes gouvernent le pays comme une compagnie privée. Par conséquent, il existe un grand ressentiment par-

L'insécurité en Irak a un impact direct sur la sécurité de l'Iran

mi la société, dont les chiites qui représentent 25 % de la population. Les Saoudiens, de leur côté, s'inquiètent car ils pensent que les Américains ont décidé de se rapprocher de l'Irak et que nous aurons, éventuellement, de meilleures opportunités à l'avenir. Nos ressources pour influencer la région sont plus grandes. Tout cela est important pour définir leur nouvelle politique étrangère.

A/I : *Passons à la scène régionale. Supposons que l'Iran ne désire aucune responsabilité au Yémen, mais qu'en est-il en Irak et en Syrie ?*

N.H. : L'Irak est extrêmement importante pour l'Iran. Nombreux sont ceux qui situent ensemble la Syrie et l'Irak en ce qui concerne l'ordre des priorités pour l'Iran. Mais il n'en est pas ainsi. L'insécurité en Irak a un impact direct sur la sécurité de l'Iran. En même temps, l'Irak a plus de pouvoir en Iran que la Syrie. Ils ont des infrastructures en Iran et ils peuvent influencer ceux qui prennent les décisions politiques. Je parle d'hommes tels Moqtada al Sadr ou la famille El Hakim. Les Irakiens viennent en Iran et ils se réunissent personnellement avec l'ayatollah Khamenei, mais il n'en est pas de même avec les Syriens. Il faut plusieurs semaines pour qu'un ministre syrien obtienne un rendez-vous avec le Guide, ou alors il ne l'obtient jamais. Les Irakiens, au contraire, ont une grande influence. Ils se rendent à Qom et ils peuvent influencer les événements à travers les ayatollahs. Leur relation avec l'Iran est différente de celle de tous les autres pays. Par exemple, en Iran, il y a deux millions d'Afghans, mais ils n'ont même pas un dixième de l'influence de l'Irak.

A/I : *Et la Syrie. On parle beaucoup du fait que les forces militaires syriennes semblent exténuées et l'auto-proclamé État islamique de l'Irak et du Levant (EI) ainsi que d'autres forces rebelles ont réussi à avancer sur des positions stratégiques. Vous avez même dit que l'Iran désire la paix en Syrie.*

N.H. : Selon moi, le régime contrôle encore une grande partie du territoire et il croit qu'il peut survivre. Raison pour laquelle il n'a pas l'intention de s'engager, à moins que les Russes et les Iraniens ne fassent pression sur eux. Les Saoudiens et les pays du Golfe font pression pour que les Américains appuient leur position et pouvoir ainsi équilibrer les forces dans le cadre de futures négociations. Ce qui me donne à penser que, sans doute, la situation va empirer au cours des mois prochains. Au moins pendant un an de plus, malheureusement. Personnellement, je pense que seule une menace contre leur propre sécurité pourra convaincre les Saoudiens de changer de cap. Mais ce n'est pas pour bientôt. Ici, nous devons fixer plusieurs points. En Iran, il existe deux théories sur l'Irak et la Syrie, avec d'importantes conséquences. L'une, officielle et majoritaire, selon laquelle nous devons arriver à une stabilité régionale nous garantissant, au moins, 15 ans de sécurité interne continue. Ceux qui défendent cette théorie sont convaincus du fait que l'Iran est la nation qui peut garantir la sécurité dans la région et que nous devons apporter cette sécurité aux pays voisins pour garantir la stabilité interne. Ils affirment que l'Iran est le pays qui a réussi à maintenir l'intégrité de l'Irak et de la Syrie. C'est là la politique à long terme que grand nombre de personnes considèrent que nous devons suivre.

Mais il existe un courant minoritaire, qui inclut des pensées en tout genre, dont même certains militaires, qui diffère. Ils affirment que l'Iran est à la tête de la guerre contre Daech, mais cette guerre n'est pas la nôtre. Pourquoi nous y retrouvons-nous ?, se demandent-ils. Si nous luttons contre eux, nous devenons leur objectif, comme cela est déjà arrivé. Si cette organisation n'a pas attaqué l'Iran, c'est parce qu'elle n'a pas voulu, non pas parce qu'elle n'en ait pas la capacité. Les frontières sont très longues et ils pourraient pénétrer dans le territoire et faire exploser des bombes.

Certains Irakiens chiites se demandent aussi pourquoi nous devons envoyer nos enfants lutter au Nord. Si les sunnites désirent un gouvernement de Daech, qu'il les gardent. Protégeons Bagdad, dans le sud du pays. Comme font les Kurdes, ils protègent leur territoire et c'est tout. Nous assistons à une scène semblable en Syrie. Par exemple, nous pouvons aider à garder le contrôle de la capitale et de la côte, où les minorités et les chiites sont établis, et qu'ils gardent le reste. Je suis sûr qu'en ce moment nous pourrions arriver à une entente avec Daech. Vous ne nous faites pas de mal et nous ne vous faisons pas de mal. Dans cette situation, vous pensez que les Saoudiens vont lutter contre eux ? Ce serait aux USA de le faire, et ils n'en ont pas la volonté. Ainsi, l'expansion territoriale de Daech s'effectuerait vers l'Arabie saoudite et la Jordanie. Les Turcs peuvent défendre leur territoire et nous aussi, mais pour les Saoudiens c'est plus difficile car de nombreux locaux appuient Daech, de même qu'en Jordanie. Ceci est important, la base naturelle de Daech se trouve là-bas.

Nous ne sommes pas amoureux d'Al Assad, il présente une valeur instrumentale, non intrinsèque

Dans ce cas-là, pourquoi continuer notre implication ? La guerre contre Daech n'est pas la nôtre. Pourquoi lutter dans une guerre où personne ne croit en nous et où nous sommes continuellement critiqués ? Avec le temps, cette vision minoritaire gagne des adeptes. Mais elle est encore minoritaire. La position officielle défend qu'à long terme Daech va constituer une grande menace pour nous et que le territoire doit être préservé. Nous devons les renverser avant qu'ils ne deviennent plus puissants.

A/I : *D'une certaine façon, vous posez là la figure d'un Irak divisé, ou du moins comme une république fédérale, si cela est possible. Envisage-t-on en Iran la possibilité d'un Irak divisé ?*

N.H. : De nombreux chiites irakiens se demandent pourquoi on s'entête à maintenir le pays unifié. Il n'y a rien de sacré dans ses frontières qui existent depuis moins d'un siècle. Pourquoi tant d'efforts ?, disent-ils. Mais d'autres personnes pensent que les frontières doivent rester comme elles sont. Qu'elles sont inébranlables.

A/I : *Ceci inclut la vision officielle de l'Iran. Ici aussi l'on craint que le pays ne se divise. On a même accusé les Saoudiens de vouloir influencer les communautés sunnites du pays.*

N.H. : C'est quelque chose d'ancien. Les Saoudiens l'ont fait de manière stratégique, en particulier depuis le début de la révolution. Ils ont investi de grandes sommes d'argent dans des groupements sunnites d'opposition, ou pour construire des mosquées. L'Iran est conscient du fait qu'il s'agit

d'une société multiculturelle et on s'inquiète de maintenir le pays uni.

A/I : *L'accord sur le programme nucléaire iranien devrait être signé le 30 juin, si on arrive à une entente. Quelle sera son influence sur la région ?*

N.H. : Personnellement, je doute de l'argument selon lequel les relations avec les Américains vont s'améliorer. Tout comme je doute de la théorie selon laquelle l'argent qui entrera en Iran après la levée des sanctions économiques sera utilisé pour déstabiliser la région. Je ne veux pas dire qu'avoir de l'argent n'est pas important, ça l'est. Mais les décisions stratégiques ont été prises sans penser à cet argent, suivant la géopolitique et les calculs stratégiques. Ce qui est différent de ce que disent certains. L'argent peut aider dans des objectifs prioritaires du pays comme préserver l'intégrité territoriale. Mais même sans argent, ce serait là l'objectif primordial. Or, dans le cadre international, il y a des conséquences. Si nous continuons 10 ans encore sans argent, ou cinq ans, ceci aurait une influence sur nos calculs et peut-être finirions-nous par nous retirer des pays comme l'Irak ou la Syrie.

A/I : *Cela veut dire que vous auriez accepté éventuellement la fin du mouvement de Résistance ?*

N.H. : Non, c'est différent. La Résistance continue, mais je parle de l'intégrité territoriale des autres pays. L'Iran pourrait se retirer de la lutte pour le maintien de ces pays unis. Mais il s'agirait de quelque chose à long terme. À court terme, cela n'aurait eu aucun impact. Mais je crois que même si l'ar-

gent arrive, et l'accord est signé, il pourrait y avoir des changements à l'avenir. On pourrait arriver à la conclusion que la guerre contre Daech n'est pas notre guerre. Là aussi, la pression irakienne sera importante. Si les chiites veulent vraiment être indépendants, ici ils pourront changer d'avis.

A/I : *Et la Syrie ?*

N.H. : Pareil.

A/I : *Mais pour l'Iran, la Syrie est essentielle en tant que partie du mouvement de Résistance et en tant que voie d'accès du Hezbollah.*

N.H. : Notre relation avec la Syrie est différente et plus compliquée. Nous ne sommes pas amoureux d'Al Assad. Al Assad présente une valeur instrumentale, mais non une valeur intrinsèque. Si l'on trouve une façon de préserver le régime sans Al Assad, l'Iran prendra sérieusement en considération cette option. Mais l'analyse dominante en Iran est la suivante : le régime de Damas est fondamentalement autoritaire et en couper la tête aboutirait à son effondrement. Il faut chercher la voie conduisant à la transition. Voici ma proposition pour cette transition : limiter le temps de présidence d'Al Assad et limiter le pouvoir. Il lui reste trois ans et demi au pouvoir. Alors, que faire ? Proposons une limitation du pouvoir du président. Décentralisons le pays, ce qui est déjà le cas ; conduisons l'opposition raisonnable au gouvernement ; isolons Daech et vainquons-le. Ceci serait possible si tout le monde est ensemble et tout le monde appuie cette idée. Ceci est

Les Saoudiens représentent un phénomène temporaire. S'ils sentent la pression, ils reculeront

plus pratique qu'une opposition assise à Genève demandant à Al Assad de partir. À moins qu'il n'arrive quelque chose, et qu'Al Assad soit assassiné, il restera au pouvoir. Pourquoi alors ne tentons-nous pas de réduire la souffrance des gens et d'arriver à un accord ? Je ne dis pas ceci uniquement en tant qu'académicien. Je sais ce que l'on peut vendre ici.

A/I : *Qu'est-ce qu'en dit le gouvernement iranien ?*

N.H. : Sa position est la suivante : ne parlons pas de la sortie d'Al Assad, mais parlons du reste. Ce qui inclut mener l'opposition au gouvernement.

A/I : *À nouveau. Un accord sur le programme nucléaire iranien peut-il avoir des répercussions sur la fin du conflit en Syrie ?*

N.H. : Non, pas vraiment. La situation serait presque pareille. Peut-être s'ouvrirait-il des espaces pour que l'Iran et les USA discutent certaines affaires régionales, mais je ne sais pas jusqu'où ils pourraient avancer. Supposons que les choses marchent réellement bien avec le gouvernement de Washington, je parle de Kerry et d'Obama, à la vérité, il ne nous resterait qu'un an et demi pour travailler. Une partie de ce temps serait dévolu au processus de levée des sanctions. Il ne resterait donc que six à huit mois pour faire quoi que ce soit. Pourquoi mettrions-nous notre balle dans le panier d'Obama et de Kerry si nous ignorons quel gouvernement va suivre ? Il pourrait s'agir d'un faucon américain. Moi, personnellement, j'espère que cela arrive, mais je ne le crois pas.

A/I : *Il semble que personne n'est pressée de résoudre le conflit en Syrie, mais il est urgent de résoudre la situation en Irak. Et, sans doute, l'instabilité en Irak va continuer tant que Daech disposera d'une totale liberté en Syrie et que la guerre continuera. Pensez-vous que cela exerce une pression sur les pays de la région pour accélérer la recherche d'une solution au conflit syrien ?*

N.H. : Bien sûr que oui. La Syrie a une influence en Irak. Mais, selon moi, ce n'est pas facile à résoudre. Je ne suis pas certain que si Ramadi est un jour libérée, l'Iran offre les ressources pour libérer Mossoul. Eux, ils ont besoin de Tikrit et Ramadi pour offrir une sécurité à Bagdad et le Sud. Et en réalité, ce sont eux qui peuvent livrer ces batailles. Seulement ceux qui sont motivés, et qui se sentent en danger, peuvent se battre contre une force aussi motivée que celle de Daech. Les chiïtes ont vécu sous domination pendant des décennies et c'est pour cela qu'ils se battent bec et ongles. Ce sont les seules forces motivées pour lutter contre Daech.

A/I : *Comment interprétez-vous la confrontation régionale actuelle : une dispute Iran-Arabie saoudite ou chiïtes-sunnites ?*

N.H. : Pour les Iraniens il ne s'agit pas de quelque chose entre sunnites et chiïtes. Mais les Saoudiens veulent le voir ainsi, et à long terme cela va leur porter préjudice. Ils savent qu'ils sont majoritaires. Pour l'Iran, il serait absolument stupide de jouer cette carte car, tout simplement, nous sommes minoritaires. Les chiïtes vont payer les conséquences et ils vont être assassinés dans toute la région, même dans

des pays comme l'Afghanistan et le Pakistan. Raison pour laquelle l'Iran a fait attention de ne pas jouer cette carte depuis la victoire de la Révolution. Il s'agit d'une révolution islamique et non chiïte. C'est quelque chose d'important dont nous devons tenir compte. Nous appuyons la lecture révolutionnaire de l'islam. Si elle est chiïte, bien. Si elle est Hamas, sunnite, bien. Tant qu'elle soit révolutionnaire. Mais, en même temps, pour nous, la rivalité ne se joue pas non plus avec les Saoudiens. Bien qu'ils soient là, nous pensons que nous devons résister contre les Américains et les Israéliens. Il faut tenir compte de cela. Au moment de parler de menaces, les Américains et les Israéliens se sont toujours situés en tête. Les Saoudiens, de leur côté, savent qu'ils sont majoritaires et ils se sentent en sécurité au moment de jouer la carte sectaire. À court terme, peut-être, cela leur profite-t-il, mais pas dans l'avenir.

A/I : *Cette confrontation avec les Américains devrait-elle se poursuivre après l'accord ?*

N.H. : Oui, même après l'accord. À moins qu'il ne s'effectue une réorientation. Même sous ces circonstances, ils continueraient à entrer en compétition, mais l'idéal serait qu'ils cessent de se sentir ennemis. Mais ce n'est là qu'un espoir.

A/I : *Mais les Saoudiens se sentiront plus vulnérables.*

N.H. : Les Saoudiens représentent un phénomène temporaire. S'ils sentent la pression ils reculeront, ils se calmeront. ■